

ELECTIONS LEGISLATIVES du 4 Mars 1973

Union des Républicains de Progrès

1er CIRCONSCRIPTION
VALENCE - CREST - DIE



Candidature :

RIBADEAU - DUMAS

pour le Soutien au Président de la République

Electrices, Electeurs,

Les 4 et 11 Mars prochain vous allez choisir entre deux conceptions de la vie sociale : la conception marxiste et la conception libérale.

Le socialisme de l'égalité des droits et des chances de la justice sociale, de la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, en un mot, le socialisme de JAURES et de Léon BLUM, il y a longtemps qu'il a gagné la partie dans l'esprit de tous. Si l'idéal n'est pas encore atteint, nul ne peut nier qu'on y tende et s'il reste beaucoup à faire, c'est qu'il y aura toujours quelque chose à faire et qu'il faut du temps pour bien faire.

Ce que vous propose le Programme Commun, c'est tout autre chose, c'est la solution marxiste, c'est l'appropriation par la collectivité « de l'ensemble des grands moyens de production et d'échange et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec les autres couches de la population laborieuse », en un mot, c'est un saut dans l'inconnu. En signant ce programme, François MITTERRAND a bel et bien trahi l'idéal des socialistes français. Où cela nous entraînerait-il en effet ? Incontestablement vers la perte de nos libertés,

— **de la Liberté d'expression** d'abord puisque les avantages actuellement accordés sans distinction à toutes les entreprises de presse seraient réservés aux seuls quotidiens dans la ligne du Gouvernement,

— **de la Liberté des travailleurs** puisque l'Agence Nationale de l'Emploi, — organisme de l'Etat, — aurait le « contrôle exclusif du placement des salariés à la recherche d'un emploi ». Faudrait-il s'affilier à la C.G.T. pour pouvoir travailler ?

— **de la Liberté des agriculteurs** dont les terres seraient collectivisées,

— **de la Liberté des commerçants** groupés obligatoirement en coopératives et qui devraient abandonner définitivement leur revendication : à revenu égal, impôt égal, puisque « on assurera un traitement plus favorable pour les salariés, traitements et pensions, que pour les autres revenus ».

— **de la Liberté des Chefs d'entreprises** auxquels tout autofinancement serait interdit et qui devraient nécessairement passer sous le contrôle des banques nationalisées, c'est-à-dire l'Etat.

Mais l'application du programme commun ne se contenterait pas de porter atteinte à nos libertés, il diminuerait gravement le pouvoir d'achat de toutes les catégories sociales. Les améliorations annoncées ne sont efficaces que sur le papier. Très différente serait la réalité.

La collectivisation des entreprises industrielles, commerciales, agricoles, s'il se produisait jamais, n'aurait lieu qu'après une période d'adaptation de plusieurs années. Pendant ce temps la production diminuerait, la hausse des prix annulerait les avantages sociaux consentis, notre pouvoir d'achat tomberait rapidement au-dessous de ce qu'il est aujourd'hui.

Dire qu'aujourd'hui nous ne sommes pas heureux, c'est être dans le vent. Mais réfléchissons un instant : certes notre régime actuel n'est pas parfait. Il a tout de même déjà permis de très importants progrès sociaux. Jour après jour, il a donné la Sécurité Sociale aux agriculteurs ainsi qu'aux commerçants et artisans ; il a transformé le statut de la femme française ; grâce au S.M.I.C. il a fait profiter les plus défavorisés de l'expansion nationale ; il a doublé le niveau de vie des Français ; il a mensualisé les salaires ; il a amélioré le sort des veuves, des orphelins, des handicapés, des personnes âgées.

L'oeuvre n'est pas achevée, c'est certain. Pour la continuer il n'est pas nécessaire de faire ce saut dans l'inconnu qu'on nous propose. Le régime actuel a su donner à la France un essor sans précédent. Le progrès économique dépend du maintien de nos libertés, or c'est la clef des progrès sociaux acquis comme des progrès sociaux à accomplir, c'est la condition de l'augmentation de notre pouvoir d'achat à tous.

Pour le maintien de toutes nos libertés,

Pour l'augmentation de notre pouvoir d'achat,

VOTEZ

RIBADEAU - DUMAS

Député Sortant - Conseiller Général - Maire de Valence.

Suppléant : **Pierre TARRIOTE**

VU : LE CANDIDAT.

SOREPI Valence